

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 8–11 novembre 2010

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

**Point 4 de l'ordre du
jour**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2010/4-A/Add.1
10 novembre 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX QUESTIONS SOULEVÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION AU SUJET DE LA POLITIQUE DU PAM EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE VIH ET LE SIDA

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur p.i. PS*: M. M. Aranda da Silva tel.: 066513-2988

Chef, PSN**: M. M. Bloem tel.: 066513-2565

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division des politiques, des planifications et des stratégies

** Service nutrition et VIH/sida

1. À sa deuxième session ordinaire de 2010, le Conseil d'administration a approuvé le document intitulé "Politique du PAM en matière de lutte contre le VIH et le sida" et demandé qu'il soit répondu par écrit, dans un additif, aux questions soulevées pendant le débat. Le présent document est divisé en six parties: i) Partenariats; ii) Problématique hommes-femmes et populations à risque; iii) Critères de sélection; iv) Stratégies de transfert des responsabilités; v) Ciblage; et vi) Financement.

Partenariats

2. Les partenariats sont un volet essentiel de la lutte menée conjointement contre le VIH et le sida, et le PAM fait partie depuis 2003 des dix organismes coparrainants du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA). Ce dernier appuie les interventions orchestrées par les pays pour lutter contre le VIH et le sida, auxquelles tous les partenaires et coparrains, y compris des organisations non gouvernementales (ONG), contribuent.
3. Le Comité des organismes coparrainants, qui se compose des directeurs généraux des dix organismes concernés¹, a récemment approuvé une nouvelle répartition des tâches, en vertu de laquelle le PAM est le seul organisme pivot dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition; il est par ailleurs coresponsable des questions humanitaires avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
4. L'Organisation mondiale de la Santé est le seul organisme pivot dans les domaines du traitement du VIH et du traitement de la tuberculose, pour lesquels le PAM assure l'appui en matière d'alimentation et de nutrition.
5. La Banque mondiale et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance sont les deux organismes pivots dans le domaine de la protection sociale. Le PAM est un partenaire de premier plan ici, responsable du volet sécurité alimentaire et nutrition.

Problématique hommes-femmes et populations à risque

6. La problématique hommes-femmes est inscrite au cœur des travaux d'ONUSIDA. Le PAM harmonisera tous ses programmes de lutte contre le VIH et le sida avec la stratégie interinstitutions concernant le VIH, les femmes et les filles mise en place par ONUSIDA². Pour cela, il s'attachera non seulement à intégrer la problématique hommes-femmes dans toutes ses opérations mais aussi à contribuer activement à réduire les disparités entre les sexes, conformément à sa politique en matière de problématique hommes-femmes³.
7. Le PAM s'emploiera à faire mieux connaître les services à la disposition des populations à risque, comme les utilisateurs de drogues injectables et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, mais d'autres organisations seront mieux placées pour

¹ Les dix organismes coparrainants sont la Banque mondiale, l'Organisation internationale du Travail, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Secrétariat d'ONUSIDA, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Programme des Nations Unies pour le développement, le PAM et l'Organisation mondiale de la Santé.

² ONUSIDA. 2010. Aspects sexospécifiques des ripostes au sida. UNAIDS/PCB(26)/10.11 (3 juin).

³ WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1.

répondre aux besoins des personnes concernées. L'action menée par le PAM pour subvenir aux besoins de ces groupes vulnérables s'inscrit dans les cadres convenus d'ONUSIDA⁴.

Critères de sélection

8. Les critères utilisés pour déterminer à qui accorder un appui nutritionnel et alimentaire dans le cadre des protocoles thérapeutiques et quand suspendre cet appui conditionnent le bon rapport coût/efficacité des stratégies suivies. Les critères en vigueur sont en train d'être examinés en collaboration avec les partenaires, dans le but d'accroître à la fois l'efficacité et l'efficience des interventions.
9. À l'heure actuelle, le PAM se sert des données anthropométriques pour déterminer qui doit bénéficier du programme ou cesser d'être pris en charge. L'appui nutritionnel et alimentaire est généralement assuré pendant une période de six à huit mois (les protocoles varient d'un pays à l'autre).
10. La sélection des produits alimentaires devant être distribués doit reposer sur une évaluation minutieuse de facteurs tels que le régime alimentaire des patients, les besoins nutritionnels, les effets secondaires de la thérapie antirétrovirale, qui peuvent empêcher les patients de s'alimenter et de déglutir normalement, et la mesure dans laquelle les personnes vivant avec le VIH peuvent modifier elles-mêmes leur régime alimentaire.
11. En matière d'appui nutritionnel et alimentaire, les options possibles comprennent les aliments composés enrichis et les aliments prêts à l'emploi enrichis en vitamines et en minéraux. Certains partenaires sont en train d'évaluer l'efficacité des divers produits.

Stratégies de transfert des responsabilités

12. L'action du PAM s'inscrit dans le cadre d'ONUSIDA, Programme qui coordonne au niveau mondial les ripostes nationales conformément aux "Trois Principes". Ce sont les prestataires de service nationaux qui veillent à ce que les protocoles de récupération nutritionnelle et la gestion des programmes soient pris en charge par les services sanitaires et qui améliorent s'il y a lieu les capacités, les infrastructures et les mécanismes de prestations. Le PAM s'emploie quant à lui à renforcer les capacités d'action nationales dans les domaines qui lui incombent conformément à la répartition des tâches convenue dans le cadre du Programme ONUSIDA; il ne conçoit ou n'exécute lui-même aucun programme de lutte contre le VIH et le sida.
13. Il est indispensable d'établir des liens avec les activités du PAM en faveur des stratégies de subsistance en veillant à ne pas singulariser les personnes vivant avec le VIH, au risque de les stigmatiser encore davantage, sans perdre de vue que les stratégies de transfert des responsabilités doivent être conçues dans un contexte de pauvreté généralisée.

Ciblage

14. Le ciblage des programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose diffère à plusieurs égards des mécanismes habituellement employés par le PAM.

⁴ ONUSIDA. 2009. Prévention du VIH parmi les consommateurs de drogues injectables. UNAIDS/PCB(24)/09.9.Rev.1 (8 juin); et ONUSIDA. 2010. Réduire la transmission du VIH parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les transgenres. UNAIDS/PCB(26)/10.10 (28 mai).

15. L'appui nutritionnel fourni dans le contexte du traitement du VIH, du sida et de la tuberculose étant déterminé par les services de santé, le rôle du PAM est donc d'aider les ministères chargés du secteur de la santé à mettre au point des systèmes de soins efficaces, en collaboration avec l'OMS, son partenaire principal dans ce domaine. L'assistance aux ménages touchés par le VIH obéit quant à elle au critère plus habituel de l'insécurité alimentaire.
16. Pour élargir son approche, le PAM a maintenant de plus en plus souvent recours à des indicateurs indirects du VIH et du sida dans le cadre de ses évaluations de la vulnérabilité des populations. Il s'efforce également de mettre à profit les données recueillies lors de l'exécution des programmes pour constituer une base de connaissances et d'informations factuelles sur les avantages de l'assistance alimentaire et nutritionnelle fournie dans le cadre des programmes de thérapie antirétrovirale et de lutte contre la tuberculose. Récemment, de nouveaux indicateurs ont été approuvés au sein du Programme pour mesurer les résultats de l'assistance alimentaire dispensée dans le secteur de la santé.
17. Le PAM travaille aussi à la mise au point d'une palette d'instruments consacrés au suivi et à l'évaluation, en collaboration avec d'autres coparrains, des ONG et des grandes universités. Cet effort fait écho aux travaux actuellement menés sur les indicateurs alimentaires et nutritionnels qui doivent être pris en compte dans le cadre de l'examen décidé à l'issue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au VIH/sida et intégrés à la palette de suivi et d'évaluation du Fonds mondial.

Financement

18. En 2009, le montant total des financements de source publique et privée destinés à la riposte au VIH s'élevait à 15,9 milliards de dollars É.-U.: 2,7 milliards au titre du Fonds mondial, 6,7 milliards de ressources bilatérales, 5,8 milliards au titre du Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et 700 millions émanant du secteur privé.
19. En tant qu'organisme responsable des questions d'alimentation et de nutrition dans le cadre des activités d'ONUSIDA, le PAM aidera les gouvernements à mettre en œuvre leurs stratégies de lutte contre le VIH et le sida. Les ressources qu'il consacrera à cette tâche lui seront fournies par le Fonds mondial, le PEPFAR et d'autres sources.
20. Entre 2004 et 2009, le PAM a reçu plus de 44 millions de dollars du Fonds mondial et du PEPFAR pour l'exécution de programmes.
21. Dorénavant, les personnes vivant avec le VIH feront partie des groupes vulnérables (au même titre que les femmes et les enfants, par exemple) dont les besoins seront pris en compte dans toutes les interventions du PAM (opérations d'urgence, IPSR, programmes de pays et projets de développement).